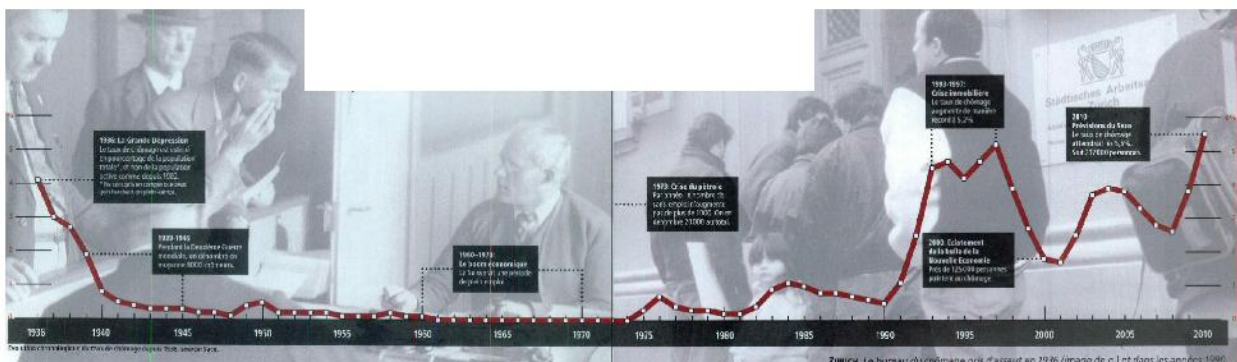


# 80 000 emplois menacés

D'après le Seco, le taux de chômage passera quelque 80 000 postes de travail en moins. seront particulièrement touchés.

de 3,6 à 5,5% en 2010. Soit L'industrie et les services



## La consommation perd son rôle de soutien



Le commerce de détail soutient encore la conjoncture. «Mais de plus en plus de personnes frappées par des licenciements se sont annoncées ces derniers mois auprès des syndicats, affirme-t-on chez Unia. Parmi elles, beaucoup de salariés Migros, collaborateurs de longue date, parfois des personnes âgées ou atteintes dans leur santé.» Migros conteste: «Il n'y a pas de réduction générale d'effec-

tif», riposte le porte-parole Urs Peter Naef. Tout en remarquant qu'il est normal que sur un ensemble de 84 000 collaborateurs des postes soient supprimés tandis que d'autres se créent. Par ailleurs, Migros engage souvent des collaborateurs de plus de 50 ans. Selon Urs Peter Naef, le nombre total de licenciements n'est pas connu parce que les chiffres ne sont pas enregistrés au niveau national. A la

fin de 2009, le géant orange comptera bel et bien moins de salariés, car les départs naturels ne seront pas forcément remplacés.

**TRAVAIL PARTIEL.** Chez Coop, des réductions de personnel ne figurent pas non plus au programme, à en croire le porte-parole Nicolas Schmied. En ces temps incertains, les engagements se font avec retenue et certains postes ne sont pas repourvus. Chez Denner, «vu les résultats enregistrés, une réduction des effectifs n'est heureusement pas à l'ordre du jour».

Cela n'empêche pas Robert Schwarzer, du syndicat Unia, de redouter qu'une aggravation de la crise ne déploie ses effets dans le secteur du détail. Et de plaider pour des diminutions du temps de travail. La situation paraît plus sérieuse.



se dans la restauration. Le nombre de demandeurs d'emploi de la branche a augmenté de 25,4% entre mai 2008 et mai 2009. Selon les chiffres du Seco, le chômage dans le secteur de l'hôtellerie-restauration atteint 8,1% en juin. «Même si la situation s'amé-

liore, il faudra encore attendre un certain temps avant que l'embellie déploie ses effets dans le secteur de l'hôtellerie-restauration», commente Brigitte Meier-Schmid, porte-parole de Gastrosuisse.

**G. H.**

## La situation est encore stable dans la construction



**A** court terme, l'optimisme est de rigueur. Dans le métier principal de la construction, le carnet de commandes s'établissait en mars 2009 13,2% au-dessus de l'année précédente à la même date, explique Alfonso Tedeschi, responsable du secteur économie à la Société suisse des entrepreneurs (SSE). Cette performance a deux causes: d'une part, l'hiver 2008/2009, très rigoureux, a retardé des projets; d'autre part, les collectivités publiques ont lancé beaucoup de chantiers.

Et c'est justement parce que

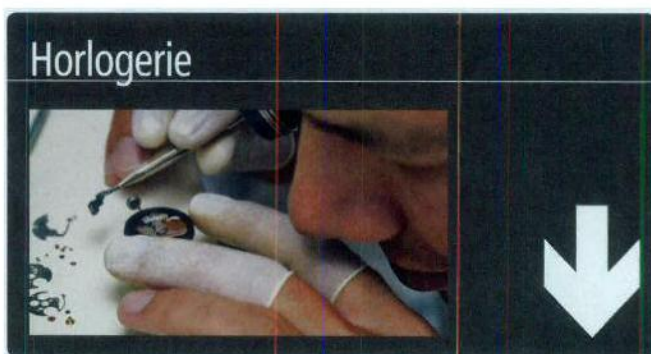
le secteur de la construction a si bien digéré la récession jusqu'ici que le danger menace. «Il s'agit de savoir si le politique aggrave la crise ou non, indique Hansueli Scheidegger, du syndicat Unia. On entend sans cesse parler de communes qui freinent ou ajournent leurs investissements.»

**SOUTIEN PUBLIC.** Tout récemment, le Land allemand de Schleswig-Holstein signalait, pour le génie civil, une chute des commandes de 30,1% au premier trimestre. Les experts suisses interrogés jugent un tel recul impensable, même si, chez le géant Implenia, l'ambiance est à la circonspection.

«Nous sommes certes bien positionnés sur le marché, mais nous allons réduire nos capacités en évitant de remplacer les départs naturels», admet le CFO Beat Fellmann. Si les commandes du secteur public s'effondrent, la branche pourrait réduire ses effectifs de 10%, estime Hansueli Scheidegger. Et si la situation économique se péjorait sérieusement, cela ralentirait aussi l'activité dans le bâtiment résidentiel. Ce marché n'enregistre pas encore de ralentissement grâce au bas niveau des taux hypothécaires et à la croissance démographique, explique Alfonso Tedeschi. Unia prend les devants: «Nous demandons au Seco de réviser la réglementation sur le chômage partiel et les indemnités d'intempéries.»

Jusqu'ici, il était presque impossible aux petites entreprises de mettre en œuvre le chômage partiel ou de faire valoir les indemnités d'intempéries. **J. M.**

## Pas de marge de manœuvre dans l'horlogerie



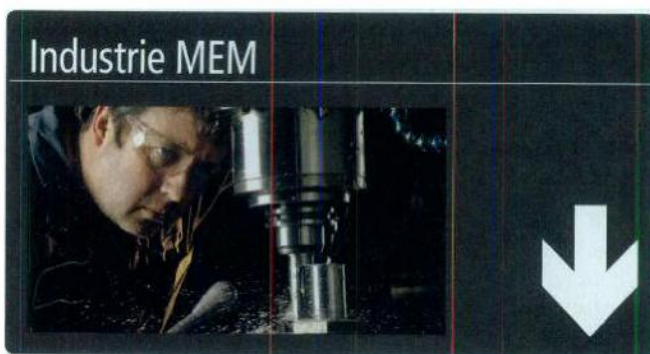
Les déclarations des Hayek père et fils, selon lesquelles le second semestre 2009 devrait être pour le Swatch Group nettement meilleur que le premier ont un air de méthode Coué. Car l'ensemble de l'industrie horlogère, phare de la croissance de ces cinq dernières années avec un volume d'exportations de 16,7 milliards de francs, a perdu toute sa réserve de marche: les exportations du premier semestre se sont effondrées de 26% sur un an. Le taux de chômage grimpe à 5,1% dans le Jura, 5,8% à Neuchâtel, 6,7% à Genève (moyenne suisse en juin: 3,6%). Le

chômage atteint quelque 11% dans la branche horlogère. Un record! Le ralentissement entraîne des effets détestables: faillites (Montres Villemont), licenciements et recours important au chômage partiel (entre autres chez Cartier, et dès la rentrée chez le Swatch Group). Dans l'Arc jurassien, plus de 3200 postes de travail ont été détruits depuis octobre 2008. Franck Muller a licencié 280 collaborateurs, Zenith 94, Roger Dubuis 70, Ebel 22. Sans parler de toutes ces petites marques entre la vie et la mort, comme Wyler Genève (voir en page 12).

**RESTRUCTURATIONS.** Situation identique pour les sous-traitants: Metalor supprime 90 postes dans son effectif, Cortech 40, Setco 47, Fils d'Arnold 40. La liste n'est pas exhaustive, des restructurations sont annoncées tous les jours. On commence à craindre qu'au retour des vacances horlogères (du 20 juillet au 10 août) de nouvelles vagues de licenciements ne soient annoncées.

Cela dit, il ne faut pas oublier que, pour répondre à une très forte demande, l'horlogerie a créé 5000 emplois rien qu'en 2008 pour atteindre un effectif record de 53 500 postes de travail et, au fil des quatre dernières années, 13 500 emplois. Président de la Fédération horlogère, Jean-Daniel Pasche est conscient de la portée de la crise sans paniquer pour autant: «L'exercice 2009 nous fera reculer aux environs de l'exercice 2006.» Et lui non plus n'exclut pas des licenciements supplémentaires ces prochains mois. **M.K.**

## 25000 emplois en danger dans l'industrie des machines



**L**ugubres perspectives pour la place suisse: «Jusqu'à 25 000 postes de travail pourraient être menacés, la moitié des emplois que l'industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux (MEM) a créés ces dernières années», dit Johann Schneider-Ammann, entrepreneur et président de Swissmem, l'association faitière de la branche. Depuis le début de l'année, le secteur a rayé quelque 10 000 emplois, la plus grande partie ayant été supprimée hors de nos frontières.

Pour le directeur de l'orga-

nisation Employés suisses, Stefan Studer, «le nombre de postes de travail menacés dans l'industrie MEM pourrait encore augmenter de deux tiers par rapport au premier semestre».

**SURCAPACITÉS.** Les réductions d'effectifs les plus sévères concernent les machines et les métaux. Au premier trimestre, les exportations de ces branches ont diminué respectivement de 34 et 23% par rapport à l'année précédente. Rien d'étonnant à ce qu'il ait fallu licencier: 2300 emplois supprimés dont 575 en Suisse pour Georg Fischer, 1300 dont 160 en Suisse pour

Rieter, 1400 dont près de 150 en Suisse pour Sulzer. Le groupe Conzzeta a supprimé 400 postes de travail dont 140 en Suisse. Globalement, le nombre de salariés a diminué de 1,5% dans l'industrie MEM au premier trimestre. A fin mars, le secteur occupait 345 220 personnes. Parallèlement, l'utilisation des capacités de production a aussi diminué: le dernier calcul la situe à 82,8%, alors qu'elle était à 92,3% en mars 2007.

Il est encore difficile de dire quand les entreprises devront se résoudre à des licenciements massifs en Suisse aussi. D'importants effectifs ont été mis au chômage partiel. «Beaucoup d'entreprises utilisent habilement le chômage partiel, par exemple en le combinant avec des suspensions de l'activité», explique Peter Dietrich, directeur de Swissmem. C'est ce qui leur a évité, jusqu'ici, de recourir à des mesures d'économies plus sévères. **A.C.**

## Les licenciements sont encore l'exception



**L'**industrie touristique suisse est certes le miroir de l'économie réelle mais nul ne saurait dire, pour l'heure, dans quelle mesure la crise globale s'est traduite dans la branche par des licenciements. Le fait est que dans tous les domaines les indicateurs sont orientés vers le bas. C'est le cas pour les nuitées hôtelières en Suisse, les réservations de séjours à l'étranger et les mouvements sur les trois grands aéroports.

Les entreprises touristiques souffrent dans deux catégories principales. D'un côté, les vacances en Suisse séduisent

moins, ce qui affecte avant tout l'hôtellerie et les transports en montagne; pour éviter d'avoir à licencier, on engage moins de travailleurs saisonniers. De l'autre côté, moins de Suisses partent en vacances à l'étranger, ce qui affecte surtout les agences et organisateurs de voyages et, parmi eux, essentiellement les petites entités.

**ATTENTE.** Mila Trombitas, vice-directrice de la Fédération suisse du tourisme (FST), explique: «Le tourisme est un domaine transversal qui participe peu ou prou de multiples secteurs. La statistique du Seco fournit certes les chiffres

du chômage pour les branches de l'hôtellerie-restauration et du trafic et transport mais ces domaines d'activité ne sont pas strictement touristiques. Pour nous, de telles données sont très insuffisantes. Après tout, le tourisme constitue le quatrième secteur d'exportation du pays.»

Tout comme le tourisme, le transport aérien ne recourra aux licenciements qu'en dernière extrémité. Pour l'heure, seule la société de maintenance SR Technics diminue son effectif de 300 salariés. Le grounding de Swissair a enseigné aux compagnies aériennes qu'il était dangereux de perdre trop de personnel: «Quand la reprise s'était manifestée, le personnel formé a fait défaut», illustre Paul Kurrus, président d'Aérosuisse, la Fédération faîtière de l'aéronautique et de l'aérospatiale suisses. Alors que l'IATA annonce 100 000 suppressions de postes dans la branche, il n'en prévoit point en Suisse. **N.B.**

## La consolidation va se poursuivre dans les banques



**L**e taux de chômage global de 3,6% publié par le Seco pour le mois de juin ne comprend pas encore les licenciements annoncés dans le secteur bancaire. Denise Chervet, secrétaire centrale de l'Association suisse des employés de banque (ASEB), confirme: «Les récentes réductions de personnel, notamment chez UBS et Credit Suisse, n'ont pas encore été prises en compte dans les chiffres du chômage.»

Quant à savoir si de nouvelles suppressions de personnel devraient se concrétiser prochainement, Denise Chervet préfère ne pas se prononcer:

«Difficile à prévoir», assure-t-elle.

Quoi qu'il en soit, la rumeur se propage qu'une deuxième vague de licenciements se préparerait chez UBS pour l'automne. Le deuxième trimestre n'aurait lui non plus pas permis à la banque de s'extraire du pétrin dans lequel elle patauge. Et l'on ne sait toujours rien des coûts qu'entraîneront les procédures pénales engagées contre UBS aux Etats-Unis.

**CONSOLIDATION.** La consolidation va se poursuivre sur la place financière suisse. De manière générale, on part de l'idée que des changements

devraient concerner avant tout les petits établissements. Si la fâcheuse situation économique devait se prolonger et leurs marges continuer à rétrécir, ils peineraient à demeurer indépendants.

A la différence du secteur bancaire, il règne dans les assurances une ambiance optimiste. «Nous prévoyons que la situation restera stable sur le marché du travail d'ici à la fin de l'année», affirme Michael Wiesner, porte-parole de l'Association suisse d'assurances (ASA). Le secteur devrait donc continuer à employer quelque 50 000 personnes. Michael Wiesner s'attend même à ce que certaines branches s'étoffent, notamment la distribution. Cela pourrait signifier une réduction d'effectifs au back-office: «Il est tout à fait possible que le back-office passe par une phase de consolidation», admet le porte-parole de l'ASA.

**M. W.**